

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/TF/COH/S/3

21 octobre 1999

(99-4573)

COHÉRENCE DANS L'ÉLABORATION DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES AU NIVEAU MONDIAL: COOPÉRATION DE L'OMC AVEC LE FMI ET LA BANQUE MONDIALE

Rapport (1999) du Directeur général

Conformément au paragraphe 2 de la Décision du Conseil général relative aux "Accords entre l'OMC et le FMI et la Banque mondiale"¹, le présent rapport informe les Membres des activités qui ont été menées par l'OMC dans le cadre de ses accords de coopération avec le FMI et la Banque mondiale.²

Au cours des 12 derniers mois, le Secrétariat de l'OMC s'est employé à renforcer sa coopération avec les services du FMI et de la Banque mondiale afin d'aider les pays en développement et les pays les moins avancés à tirer davantage parti de leur participation au commerce international et au système commercial multilatéral, dans le cadre d'efforts plus vastes axés sur la réduction de la pauvreté et le développement économique. Dans leurs déclarations prononcées à l'occasion des réunions annuelles du FMI et de la Banque mondiale qui se sont tenues en septembre (document WT/TF/COH/2), les Ministres des finances et du développement ont souligné qu'il importait d'assurer l'intégration pleine et entière des pays en développement dans le système commercial, notamment grâce à une amélioration de l'accès de leurs exportations aux marchés. Plus tôt dans l'année, les Conseils d'administration du FMI et de la Banque mondiale s'étaient penchés sur cette question (documents WT/TF/COH/3 et 4).

Le Directeur général, le Directeur général du FMI et le Président de la Banque mondiale ont chacun attiré l'attention sur le caractère complémentaire des efforts entrepris par la communauté internationale dans les domaines du commerce, du développement et de la finance pour ouvrir les marchés aux exportations des pays en développement, en particulier des moins avancés et des plus pauvres d'entre eux, aider ces pays à renforcer leurs capacités commerciales et contribuer à remédier aux problèmes d'endettement des pays pauvres très endettés (PPTE). Ils ont fait observer que, considérés conjointement, ces efforts étaient indispensables pour adopter une approche plus cohérente de l'élaboration des politiques économiques au niveau mondial et qu'il importait que des progrès substantiels soient accomplis sur chacun des trois fronts.

Dans ce contexte, c'est en aidant les pays en développement à tirer les avantages escomptés de leur participation à l'OMC et de la mise en œuvre des engagements qu'ils ont contractés dans le cadre de l'Organisation, dans l'intérêt de leur développement économique, que les services des trois organisations peuvent apporter la contribution la plus directe grâce à leurs efforts de coopération. Une assistance est déjà fournie afin d'aider les pays en développement et les pays les moins avancés à

¹ Document WT/L/194 du 18 novembre 1996.

² Le dernier rapport figure dans le document WT/GC/13 du 19 octobre 1998.

participer de manière plus effective aux travaux de l'OMC et à ses mécanismes institutionnels pour la mise en œuvre, la réforme complémentaire des politiques et le renforcement des capacités liées au commerce. En fonction des ressources disponibles, les trois organisations sont convenues de coopérer plus étroitement dans ces domaines et d'accroître leur aide en faveur de ces pays, eu égard aux décisions qui seront prises par les ministres des pays Membres de l'OMC à Seattle et par les gouvernements membres du FMI et de la Banque mondiale.

Consultations entre le Directeur général et le Directeur général du FMI et le Président de la Banque mondiale

Le Directeur général a participé aux réunions du Comité intérimaire du FMI et du Comité du développement FMI/Banque mondiale qui ont eu lieu en avril et septembre. On trouvera ci-après un exemplaire de ses déclarations.

À chacune de ces occasions, le Directeur général s'est entretenu en privé avec M. Camdessus et M. Wolfensohn. Leurs discussions ont porté sur l'évolution récente de l'économie mondiale, la contribution du commerce et du système commercial fondé sur des règles à l'élaboration d'une réponse constructive à la crise financière qu'ont connue les pays émergents et à une reprise généralisée de l'activité économique, les efforts accomplis par le FMI et la Banque mondiale pour faire avancer l'Initiative de Cologne en faveur des pays pauvres très endettés, les dispositions à prendre pour que le commerce contribue de manière plus efficace à la réduction de la pauvreté et au développement économique, humain et social, ainsi que sur la préparation de la troisième Conférence ministérielle de l'OMC.

Sur la base de leurs discussions, les trois Chefs de secrétariat ont étudié la possibilité de publier une déclaration conjointe avant la troisième Conférence ministérielle de l'OMC.

MM. Camdessus et Wolfensohn ont accepté l'invitation du Directeur général à prendre la parole lors de cette troisième Conférence.

Statut d'observateur de l'OMC aux réunions du FMI et de la Banque mondiale

Conformément au paragraphe 5 de l'accord de coopération entre l'OMC et le FMI et au paragraphe 4 de l'accord de coopération entre l'OMC et la Banque mondiale, le Secrétariat de l'OMC est invité à participer, en qualité d'observateur, aux réunions du Conseil d'administration du FMI et des Administrateurs de la Banque mondiale portant sur des questions de politique commerciale générale et régionale, y compris l'élaboration des politiques du Fonds ou de la Banque touchant des questions commerciales.

Au cours des 12 derniers mois, le Secrétariat de l'OMC a assisté aux réunions des Administrateurs de la Banque mondiale consacrées aux "Perspectives économiques mondiales et pays en développement" (novembre 1998 et mars 1999) et à l'"Appui apporté par la Banque mondiale aux pays en développement en matière de commerce" (septembre 1999), ainsi qu'aux réunions du Conseil d'administration du FMI consacrées aux "Perspectives de l'économie mondiale" (mars/avril et août/septembre 1999). En outre, comme il est indiqué plus haut, le Directeur général a participé aux réunions du Comité intérimaire et du Comité du développement.

Participation du FMI et de la Banque mondiale aux réunions de l'OMC

Le FMI et la Banque mondiale sont régulièrement invités à participer, en qualité d'observateurs, aux réunions officielles de la plupart des organes de l'OMC, à l'exception de celles de l'Organe de règlement des différends, du Comité du budget, des finances et de l'administration et des

groupes spéciaux de règlement des différends. Le FMI participe aussi régulièrement aux consultations du Comité des restrictions appliquées à des fins de balance des paiements.

À la suite de la décision prise par le Conseil général le 16 février 1999 d'autoriser son Président à convoquer de temps à autre des réunions extraordinaires informelles, à la demande des délégations ou du Directeur général, afin d'examiner les questions relatives à la cohérence, des représentants du FMI et de la Banque mondiale ont été invités à participer aux réunions informelles du Conseil général sur ce thème. À la réunion du 27 mai, des représentants du FMI et de la Banque mondiale ont présenté des exposés sur les résultats des réunions que le Comité intérimaire et le Comité du développement avaient tenues en avril, ainsi que sur les activités entreprises par le FMI et la Banque mondiale susceptibles de présenter un intérêt pour les Membres de l'OMC dans le cadre de la préparation de la troisième Conférence ministérielle de l'Organisation.³

En juillet 1999, le FMI a été invité à procéder à des consultations avec le groupe spécial de règlement des différends qui examinait l'affaire "Inde – Restrictions quantitatives à l'importation de produits agricoles, textiles et industriels".

Activités conjointes de recherche et d'analyse

Le Secrétariat de l'OMC a intensifié sa collaboration avec les services du FMI et de la Banque mondiale dans les domaines suivants:

Séminaires conjoints. Trois séminaires ont été organisés dans le cadre du mandat sur la cohérence au cours de l'année écoulée, chacun axé sur un grand thème de recherche, "Le régionalisme" (en juin), "La participation des pays en développement aux nouvelles négociations commerciales" (en septembre) et "Les pays en développement et le commerce des produits agricoles" (en octobre). Il est possible de se procurer des exemplaires des notes présentées aux séminaires en s'adressant au Secrétariat.

Traitement des réserves monétaires. Comme suite à la demande d'une délégation, le 18 juin, le Secrétariat de l'OMC a distribué une note sur le "Traitement des réserves monétaires dans les consultations du Comité des restrictions appliquées à des fins de balance des paiements de l'OMC" (document WT/TF/COH/S/2). Cette note a été établie avec la collaboration des services du FMI.

Groupe d'étude conjoint sur les petits États. En 1998, l'OMC a été invitée par la Banque mondiale à s'associer aux travaux du Conseil consultatif du Groupe d'étude conjoint du Secrétariat du Commonwealth et de la Banque mondiale sur les petits États. Le Secrétariat de l'OMC a participé à deux réunions du Conseil consultatif (en décembre 1998 et février 1999) et a assisté, en qualité d'observateur, à la dernière réunion que le Groupe d'étude a tenue en juillet. Un rapport final n'a pas encore été arrêté (document WT/COMTD/W/61).

Groupe de travail international sur les risques liés aux produits de base. Gérer les risques sur des marchés de produits de base extrêmement volatiles demeure l'un des principaux défis du développement, en particulier pour les pays les plus pauvres. Afin d'étudier cette question et d'autres, la Banque mondiale a établi un Groupe de travail international sur les risques liés aux produits de base dans les pays en développement, composé d'un représentant du Secrétariat de l'OMC ainsi que d'autres institutions internationales, d'organisations de producteurs et d'associations de consommateurs, des principales bourses de commerce et de sociétés de négoce de produits de base. Ce groupe avait pour mandat d'étudier de nouvelles

³ Documents WT/TF/COH/1 et 2.

approches commerciales destinées à aider les pays en développement à mieux gérer leur vulnérabilité aux fluctuations des prix des produits de base. Le rapport du Groupe de travail intitulé "La gestion des risques associés aux produits de base dans les pays en développement: proposition en vue de l'adoption d'une approche commerciale" a été publié en septembre 1999 et peut être consulté au Secrétariat.

Conférence de la Banque mondiale, du FMI et de l'OMC sur les mouvements de capitaux, les crises financières et les politiques. Le Secrétariat de l'OMC a participé à cette conférence en avril 1999 et présenté une note intitulée "Financial services trade, capital flows, and financial stability" dont il est possible de se procurer des exemplaires en s'adressant au Secrétariat.

Échanges de données. Conformément aux accords de coopération entre le FMI et l'OMC et la Banque mondiale et l'OMC (paragraphe 9 et 7 respectivement), le Secrétariat de l'OMC donne aujourd'hui aux services du FMI et de la Banque mondiale accès, à titre confidentiel, à la Base de données intégrée de l'OMC et aux listes finales d'engagements des Membres de l'OMC. Sous réserve de la même obligation de confidentialité, le Fonds met à la disposition du Secrétariat de l'OMC les fichiers des Statistiques financières internationales, Balance of Payments Statistics, Government Financial Statistics et Direction of Trade Statistics. Les services du Fonds mettent également à la disposition du Secrétariat de l'OMC des données antérieures et des projections globales figurant dans les "Perspectives de l'économie mondiale". Les demandes additionnelles spécifiques en rapport avec les bases de données des Statistiques financières internationales, Balance of Payments Statistics, Government Financial Statistics et Direction of Trade Statistics sont examinées, de même que les demandes de projections de données pour des pays déterminés devant être utilisées dans les Perspectives de l'économie mondiale et les demandes d'autres statistiques. La Banque mondiale donne au Secrétariat de l'OMC accès à la Bank Economic and Social Database (BESD) ainsi qu'à l'Annexe statistique accompagnant Les perspectives de l'économie mondiale et les pays en développement.

Rapports par pays du FMI. Conformément à l'accord de coopération entre l'OMC et le FMI (paragraphe 11), le FMI communique à l'OMC, pour usage par son Secrétariat à titre confidentiel, des exemplaires des rapports et documents d'information connexes établis par ses services sur les consultations au titre de l'article IV et l'utilisation des ressources du Fonds, concernant les membres communs et les membres du Fonds souhaitant accéder à l'OMC, sous réserve de l'agrément du membre concerné. Ces documents donnent des détails sur les conseils et la conditionnalité du FMI en matière de politique commerciale. Ils sont utilisés par le Secrétariat de l'OMC à titre de référence, dans le cadre notamment de l'élaboration des documents du Secrétariat à l'usage du Mécanisme d'examen des politiques commerciales.

Coopération technique

Institut multilatéral de Vienne. Le Secrétariat de l'OMC parraine - avec le FMI, la Banque mondiale, la BRI, l'OCDE, la BERD et le gouvernement autrichien - l'Institut multilatéral de Vienne, qui a été créé en 1998 pour contribuer à l'effort de formation des pays en transition de l'économie planifiée vers l'économie de marché. Des stages d'économie politique appliquée accordant une importance particulière aux questions commerciales sont organisés deux fois par an de septembre à décembre et de février à avril.

Portée générale des contacts conformément au paragraphe 10 de l'Accord avec le FMI et au paragraphe 8 de l'Accord avec la Banque mondiale

Conformément au paragraphe 10 de l'accord de coopération entre l'OMC et le FMI, le Secrétariat de l'OMC et les services du FMI se consultent, selon que de besoin, au sujet des problèmes

d'incompatibilité éventuelle entre des mesures examinées avec un membre commun et les obligations de ce membre au titre de l'Accord sur l'OMC et au sujet des problèmes d'incompatibilité éventuelle entre des mesures examinées avec un membre commun et les obligations de ce membre au titre des Statuts du Fonds. Le Secrétariat de l'OMC et les services du FMI veillent tous deux à ce que la coopération dans ce domaine soit menée de manière à respecter pleinement les mandats distincts, les obligations de confidentialité et l'autonomie nécessaire dans les procédures de prise de décisions des deux organisations et à ce qu'elle n'impose pas aux Membres de l'OMC une conditionnalité croisée ou des conditions additionnelles.

L'échange de vues et de renseignements sur le commerce et les questions liées au commerce est indispensable pour assurer une plus grande cohérence dans l'élaboration des politiques, et les trois organisations continuent à beaucoup utiliser leurs compétences techniques et travaux mutuels. Par exemple, les rapports de l'OMC s'appuient sur les données du FMI et de la Banque mondiale concernant l'évolution macro-économique, commerciale et sociale. De la même façon, le FMI et la Banque mondiale utilisent des renseignements fournis par l'OMC sur le commerce, les mesures commerciales et les questions connexes, en particulier pour veiller à ne pas préconiser des mesures qui seraient incompatibles avec les règles de l'OMC.

Groupe de travail de haut niveau sur la cohérence

Le Groupe de travail de haut niveau sur la cohérence, composé de hauts fonctionnaires du FMI, de la Banque mondiale et de l'OMC, s'est réuni pour la dernière fois en novembre 1998. Ses discussions ont porté essentiellement sur l'évolution du commerce international à la suite de la crise financière qu'ont connue les pays émergents, les efforts à accomplir pour prendre en compte les difficultés économiques rencontrées par les petits États, le régionalisme, l'octroi d'un crédit pour les mesures autonomes de libéralisation du commerce et la préparation de la troisième Conférence ministérielle de l'OMC.

Pays les moins avancés et pays en développement importateurs nets de produits alimentaires

Le FMI et la Banque mondiale rendent régulièrement compte au Comité de l'agriculture de l'aide financière qu'ils fournissent à ces pays dans ce domaine par le biais de programmes d'ajustement ou de prêts d'urgence dans le cas du FMI et de projets de développement agricole, de prêts d'ajustement structurel et de prêts d'urgence dans le cas de la Banque mondiale (document G/AG/W/42/Rev.2).

**59^{ÈME} RÉUNION DU COMITÉ DU DÉVELOPPEMENT
(COMITÉ MINISTÉRIEL CONJOINT DES CONSEILS DES GOUVERNEURS
DE LA BANQUE MONDIALE ET DU FONDS
MONÉTAIRE INTERNATIONAL)
28 AVRIL 1999**

Déclaration de M. Renato Ruggiero

**COORDINATION DES POLITIQUES DANS L'ÉCONOMIE MONDIALE:
RAPPORTS ENTRE LE COMMERCE, LA FINANCE
ET LE DÉVELOPPEMENT ET NOUVELLES
NÉGOCIATIONS DE L'OMC**

L'économie mondiale est beaucoup plus ouverte, intégrée et compétitive aujourd'hui qu'elle ne l'était il y a 50 ans lorsque les institutions de Bretton Woods et le GATT ont été créés. Vingt-cinq pour cent de la production mondiale fait actuellement l'objet d'échanges internationaux et les économies nationales sont de plus en plus liées non seulement par le biais des échanges, mais également par celui de l'investissement étranger direct et des marchés internationaux de capitaux.

À mesure que la mondialisation progresse, il est encore plus fondamental de gérer le système économique international avec succès, mais cette tâche devient aussi plus complexe. Elle exige une coopération beaucoup plus étroite que par le passé pour l'élaboration et la mise en œuvre de politiques complémentaires dans les domaines du commerce, de la finance et du développement. Le FMI, la Banque mondiale et l'OMC ont pour tâche particulière de relever ce défi et d'accroître la cohérence dans l'élaboration des politiques économiques au niveau mondial.

La crise financière et ses conséquences ont été au centre des préoccupations économiques internationales au cours des deux dernières années. Si cette crise avait éclaté dans le cadre d'un système commercial présentant des faiblesses systémiques, ses conséquences auraient été bien pires. L'OMC a été un pilier de la solidité et de la stabilité de l'économie mondiale à mesure que la crise financière s'amplifiait. Elle fonctionne bien et de manière efficace et a donné aux gouvernements et au secteur privé la certitude que, bien que profondément préoccupante, la situation pouvait néanmoins être gérée. Grâce à l'intégration progressive de l'économie mondiale, l'ensemble des pays en développement connaissent une croissance plus forte et plus durable et leurs économies s'en trouvent généralement en bien meilleure santé pour faire face aux difficultés économiques actuelles.

La crise a entraîné un processus de réajustement économique vaste et complexe, non seulement dans les pays frappés par la crise, mais également au niveau mondial. Nombre de rapports fondamentaux et traditionnels ont été perturbés comme en témoigne, par exemple, l'apparition d'importants déséquilibres commerciaux au niveau mondial avec les risques de déstabilisation des fluctuations des taux de change et de pressions protectionnistes qui en résultent. Tant qu'il n'y aura pas de retour à la stabilité, le secteur privé sera en proie à de nouvelles incertitudes importantes concernant notamment le commerce international.

Une grande partie des efforts de la communauté internationale sont pour l'heure consacrés à juste titre à ramener l'ordre sur les marchés financiers et à mettre en œuvre les mesures d'ajustement nécessaires dans les pays touchés par la crise eux-mêmes. Il est indispensable que ces efforts soient poursuivis, mais ils doivent être complétés par des politiques tendant à favoriser une reprise durable de la croissance économique et le développement de l'économie mondiale.

L'adoption de mesures concrètes visant à assurer une libéralisation plus poussée du commerce international et à renforcer le système commercial a à cet égard un rôle essentiel à jouer.

En ce qui concerne les pays touchés par la crise, il faut absolument que les dispositions prises par ces pays pour reconstituer leurs réserves de change, rétablir leur solvabilité sur les marchés financiers mondiaux et assurer le retour de leur économie à la croissance soient accompagnées d'une augmentation de leurs exportations et de leurs importations. Sans cette perspective, ils ne sauraient accepter longtemps la situation actuelle et une stratégie de gestion de la crise à elle seule ne saurait connaître le succès. Il importe de redynamiser une croissance tirée par les échanges pour faire en sorte que ces prochaines années conduisent à une reprise équilibrée et soutenue de l'économie mondiale.

En décembre, les Membres de l'OMC tiendront leur troisième Conférence ministérielle et lanceront officiellement un nouveau cycle de négociations commerciales. Cette conférence offrira une occasion unique de prendre de nouvelles initiatives dans le cadre du mandat de l'OMC dans une perspective plus vaste que cela n'a généralement été le cas par le passé, la perspective d'une gestion économique globale au niveau mondial. Nous ne pouvons plus nous contenter de dissocier artificiellement les activités menées dans les domaines du commerce, de la finance et du développement. En clair, il faut continuer à respecter scrupuleusement les responsabilités, mandats et processus de prise de décisions spécifiques, mais il faut également discerner et prendre en compte les nombreuses complémentarités et synergies qui existent. Les liens entre les mesures à prendre pour résoudre les problèmes d'endettement et de balance des paiements au plan international, élargir l'accès aux marchés, accroître l'offre et renforcer les capacités dans les pays en développement – en bref, pour assurer le retour à une croissance générale durable dans le monde – doivent être explicitement reconnus. Des progrès doivent être accomplis sur tous les fronts d'une manière concertée et coordonnée.

Idealement, nous souhaiterions que la Conférence ministérielle et le lancement de nouvelles négociations commerciales s'inscrivent dans le contexte d'une économie mondiale qui enregistre une croissance forte et générale et jouisse d'une bonne santé macro-économique et financière. En fait, la situation de l'économie mondiale cette année pourrait sérieusement détourner l'attention du programme de libéralisation accrue. Les Ministres du commerce, en étroite coopération avec les Ministres des finances et du développement, doivent veiller à ce que les négociations ne s'écartent pas de leur trajectoire. Les problèmes qui se posent dans un domaine ne sauraient être résolus indépendamment des autres problèmes rencontrés.

Les réunions annuelles du FMI et de la Banque mondiale se tiendront à Washington, juste huit semaines avant la Conférence de l'OMC à Seattle. Les Ministres des finances et du développement devraient saisir cette occasion pour peser de tout leur poids sur le lancement d'un programme de négociations ambitieux dans le cadre de l'OMC. L'OMC mérite leur appui. Elle a fait ses preuves au cours des deux dernières années en empêchant un retour à des restrictions commerciales durant la crise financière asiatique. Un nouveau cycle de négociations de l'OMC visant non seulement une libéralisation accrue des échanges mais également un renforcement du système économique international peut compléter les efforts accomplis par le FMI et la Banque mondiale pour assurer le retour à une croissance et un développement durables et prendre en compte les problèmes systémiques posés par la mondialisation.

**53^{ÈME} RÉUNION DU COMITÉ INTÉRIMAIRE DU
FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL
26 SEPTEMBRE 1999**

Déclaration de M. Mike Moore

Dans huit semaines, lors de la Conférence ministérielle que l'OMC tiendra à Seattle, les Ministres du commerce lanceront un nouveau cycle de négociations commerciales multilatérales et définiront les priorités et le programme de travail futurs de l'OMC. La Conférence de Seattle offre l'occasion de réaliser de nouveaux progrès pour ce qui est de faire avancer la réforme visant la poursuite de politiques économiques libérales et de faciliter l'intégration des pays en développement dans l'économie mondiale. Elle offre également l'occasion à l'OMC de contribuer à améliorer le fonctionnement du système économique mondial. Associée aux mesures prises par le FMI et la Banque mondiale pour renforcer le système financier international, alléger la dette des pays les plus pauvres et poursuivre l'objectif du développement d'une manière globale, l'ouverture de nouvelles négociations commerciales dans le cadre de l'OMC donne la possibilité à tous les pays de mieux tirer parti des avantages qu'offre la mondialisation.

Libéralisation des échanges et renforcement du système commercial

L'OMC a pour principale mission d'assurer le bon fonctionnement du système commercial fondé sur des règles. Au cours des deux dernières années, qui ont été difficiles, elle s'est acquittée de cette tâche d'une manière très efficace en faisant en sorte que les marchés restent ouverts, que la réforme des politiques commerciales suive son cours et que les tensions apparues au sein du système commercial - qui sont inévitables lorsque l'on procède à un réajustement à grande échelle dans l'économie mondiale comme celui que nous avons connu récemment - soient apaisées rapidement et par la coopération.

L'accroissement des échanges et des investissements doit aujourd'hui contribuer largement au retour à une expansion soutenue et générale de l'activité économique mondiale. La vitesse acquise par la réforme visant la poursuite de politiques plus libérales doit être maintenue. Non seulement les faiblesses structurelles et les distorsions des marchés entravent le jeu de la concurrence et compromettent les avantages que présente l'élaboration de politiques économiques libérales, mais elles nuisent également à l'efficacité des politiques macro-économiques, financières et de développement. Un vaste programme de libéralisation des échanges et de réforme des politiques - qui porte à la fois sur les secteurs traditionnellement sensibles, comme l'agriculture et les textiles, et les nouveaux domaines, comme le commerce électronique, les produits de haute technologie, les services et la facilitation des échanges - reste à entreprendre dans le cadre de l'OMC. Les pays ont des idées bien arrêtées en ce qui concerne l'ordre du jour d'un nouveau cycle de négociations. Une bonne gouvernance est par ailleurs importante pour donner confiance aux investisseurs étrangers et les encourager. Une bonne gouvernance permet également de rassurer les contribuables. Parmi les questions qui sont examinées à Genève figurent la facilitation des échanges et la transparence des marchés publics. L'une comme l'autre offrent à tous les Membres de l'OMC des possibilités "de gagner sur les deux plans".

Pour connaître le succès, les nouvelles négociations commerciales doivent être équilibrées, mais elles doivent également tenir compte des nouvelles priorités concernant l'élaboration des politiques commerciales de manière concertée qui sont apparues à mesure que les marchés sont devenus plus ouverts et plus compétitifs et les économies nationales plus interdépendantes. La mondialisation peut largement contribuer à atteindre des taux de croissance économique et des niveaux de développement plus élevés, créer des emplois, élever les niveaux de vie et éradiquer la pauvreté. Parallèlement, elle exige beaucoup plus que les gouvernements coordonnent leurs

politiques au plan international. Il y a 20 ans, une grande partie des réglementations et des politiques élaborées au plan intérieur n'avaient que très peu d'effets à l'extérieur des frontières nationales; aujourd'hui, elles ont des retentissements sur l'économie mondiale. Dans ce contexte, promouvoir une croissance économique et un développement durables qui soient largement partagés dépend dans une large mesure du cadre général d'action dans lequel les gouvernements opèrent. La nécessité d'une coopération intergouvernementale pour définir les politiques commerciales, financières, macro-économiques et de développement n'a jamais été aussi importante. Le système commercial fondé sur des règles est un élément fondamental du cadre de cette coopération et doit se développer au fil des ans.

Commerce et développement

Les bienfaits de l'interdépendance économique ne se manifestent pas automatiquement. Les pays pauvres, en particulier, doivent déployer des efforts considérables pour s'adapter afin de relever les nombreux et nouveaux défis de l'économie mondiale. Assurer une plus grande intégration de ces pays dans l'économie mondiale de façon qu'ils puissent élever leur niveau de vie est l'une des tâches les plus urgentes et les plus importantes à laquelle doivent s'atteler l'OMC, la CNUCED, le FMI et la Banque mondiale.

Le commerce et le système commercial doivent contribuer de manière plus efficace que par le passé au développement économique, humain et social et à la lutte contre la pauvreté. Cela exige l'adoption de mesures à la fois par les pays en développement eux-mêmes et par leurs partenaires commerciaux et partenaires de développement.

L'expérience des pays en développement qui ont adopté des politiques commerciales libérales, entrepris des réformes fondées sur le marché et mené des politiques macro-économiques saines témoigne de façon manifeste des avantages qui peuvent en être retirés au plan de la croissance économique et du développement: ces mesures permettent en effet de générer de nouvelles ressources, d'accroître la productivité, d'encourager l'investissement et de créer des emplois. Elles ne sauraient à elles seules mener automatiquement à un développement global mais donnent aux gouvernements les moyens de mener une action d'ensemble pour améliorer les conditions sur les plans humain, social et environnemental. Sans une base de ressources qui prend de l'expansion, les options qui s'offrent à eux dans ces domaines sont extrêmement limitées. Si elles veulent être un succès, les nouvelles négociations qui seront menées dans le cadre de l'OMC doivent créer un climat dans lequel les pays en développement, et en particulier les plus pauvres d'entre eux, seront encouragés à poursuivre avec confiance et de manière spontanée les réformes qu'ils ont eux-mêmes entreprises dans le domaine de la politique commerciale.

Ces pays auront besoin du concours de leurs partenaires commerciaux et de leurs partenaires de développement. Il est indispensable d'améliorer l'accès aux marchés pour les exportations de marchandises et de services pour lesquels les pays en développement ont un avantage comparatif certain. L'opposition par leurs partenaires commerciaux d'une résistance à la libéralisation des secteurs "sensibles" serait le meilleur moyen d'amener les négociations dans l'impasse. Il ne faudrait pas non plus demander aux pays les plus pauvres d'attendre encore plusieurs années avant que de nouveaux débouchés s'offrent à eux. Empruntant la voie ouverte avec clairvoyance par mon prédécesseur, M. Renato Ruggiero, je propose que les Membres de l'OMC conviennent, à Seattle, d'accorder immédiatement aux pays les plus pauvres un accès illimité à leurs marchés, ce qui complèterait les mesures prises par le FMI et la Banque mondiale pour alléger le poids de la dette extérieure de ces pays.

Le seul octroi d'un accès aux marchés ne saurait suffire. À l'heure actuelle, de nombreux pays en développement, en particulier les plus pauvres d'entre eux, ne disposent pas des capacités de production intérieures indispensables pour tirer pleinement parti de leur avantage comparatif et

soutenir la concurrence avec succès sur les marchés mondiaux. Une aide financière et une assistance technique ciblées sont nécessaires pour les aider à développer ces capacités. Cela exige un engagement à long terme de l'OMC, de la CNUCED, de la Banque mondiale et du FMI ainsi que d'autres partenaires de développement aux niveaux multilatéral, régional et bilatéral. Il nous faut adopter une stratégie intégrée, convenablement financée et bien ciblée pour aider les pays en développement à se doter des capacités de production dont ils ont besoin pour devenir des partenaires à part entière dans l'économie mondiale. Toutes les institutions doivent coopérer pour œuvrer au développement de capacités de façon centralisée et intégrée, par le biais de l'assistance technique, de manière que les nations puissent mettre en œuvre les accords existants et soient en mesure, à Seattle et après Seattle, de défendre plus efficacement leurs intérêts légitimes.

**60^{ÈME} RÉUNION DU COMITÉ DU DÉVELOPPEMENT
(COMITÉ MINISTÉRIEL CONJOINT DES CONSEILS DES GOUVERNEURS DE
LA BANQUE MONDIALE ET DU FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL)
27 SEPTEMBRE 1999**

Déclaration de M. Mike Moore

La présente réunion ne pouvait avoir lieu à un moment plus opportun. Elle m'offre l'occasion de présenter mes hommages à nos organisations sœurs, de faire rapport aux Ministres des finances et du développement, de faire part de nos ambitions et de solliciter le concours des ministres dans les administrations nationales.

Dans deux mois, le gouvernement américain accueillera, à Seattle, la troisième Conférence ministérielle de l'OMC. Les Ministres du commerce lanceront un nouveau cycle de négociations commerciales multilatérales et définiront le programme de travail et les priorités de l'OMC pour ces prochaines années. La question du développement doit être, et sera, au cœur même de ces activités qu'il nous faut utiliser pour intégrer les pays en développement dans l'économie mondiale de sorte qu'ils puissent plus équitablement tirer parti de ses avantages. Pour ce faire, nous aurons besoin du soutien actif des Ministres des finances et du développement, de la Banque mondiale et du FMI, ainsi que de la CNUCED et du PNUD non seulement pour que Seattle soit un succès, mais également pour contribuer à faire en sorte que la question des échanges demeure à l'ordre du jour dans les mois à venir et que les nations puissent participer tout au long du cycle.

La Conférence de Seattle nous offre la possibilité de donner corps aux directives de nos dirigeants et de nos ministres qui veulent que nous agissions d'une manière plus cohérente et nous ont dit que la question du développement ne pouvait attendre.

Nous serons jugés, lors du lancement du nouveau cycle, non pas sur nos paroles, mais sur nos actes. Après des années d'analyse, les nations très pauvres et endettées veulent plus que des rapports. Toutes ces analyses ont paralysé notre action.

Qu'en coûterait-il réellement aux nations les plus riches de lever tous les obstacles aux exportations des nations les plus pauvres? Cela ne concernerait que 0,5 pour cent du commerce mondial. Par exemple, l'Afrique a vu sa part du commerce fortement diminuer depuis le lancement du Cycle d'Uruguay. Cela n'est pas entièrement imputable au système commercial; les gouvernements souverains y ont aussi leur part de responsabilité. Mais lorsque ces pays, sur les conseils et recommandations de personnes comme nous, développent leur potentiel d'exportation, ils se heurtent à une porte hermétiquement close.

Une amélioration de l'accès aux marchés ouvre de nouvelles perspectives. Des réductions des droits de douane dans des secteurs comme les textiles, le vêtement et les produits agricoles présentent un intérêt essentiel pour les pays en développement et constituent un élément-clé pour parvenir à des résultats équilibrés à Seattle. Ajoutez à de telles dispositions des mesures d'allègement de la dette, l'extension des avantages que présente le commerce électronique, des efforts accrus dans le sens d'une bonne gouvernance, y compris la conclusion d'accords sur la transparence des marchés publics et la facilitation des échanges "permettant de gagner sur les deux plans", et nous avons alors les éléments nécessaires pour constituer un ensemble cohérent qui a un sens. Nous pourrions nous atteler à cette tâche à Seattle et consacrer ensuite les efforts à de plus vastes besoins.

Les pays en développement doivent pouvoir accéder plus facilement aux technologies et services modernes comme les télécommunications, les services financiers, les technologies de l'information et le commerce électronique. Ces aspects ont été présentés par certains comme des

préoccupations commerciales de pays développés. On ne saurait être plus loin de la vérité. La libéralisation dans ces secteurs permet d'accéder aux fondements d'une économie moderne. Au lieu de considérer la technologie comme une barrière entre le Nord et le Sud, nous devrions la considérer comme une passerelle et il nous faut collaborer non seulement au nom de la justice sociale, mais également parce qu'en définitive nous sommes tous mutuellement clients.

Les pays en développement, et en particulier les plus pauvres d'entre eux, doivent avoir accès au système commercial lui-même et aux mécanismes institutionnels de l'OMC. Nous n'aurons pas de système commercial mondial tant que les 30 pays en développement et économies en transition qui souhaitent devenir Membres de l'Organisation n'auront pas intégré ce système.

Il nous faut faire fonctionner ce dernier dans leur intérêt. Il nous faut améliorer la participation à l'OMC, en particulier celle des pays les moins avancés qui actuellement se sentent marginalisés et n'ont pas le sentiment d'appartenir au système. Ces pays ont besoin d'une aide pour mettre en œuvre les engagements actuels, recourir aux procédures de règlement des différends et développer des compétences en matière de politique commerciale afin de mieux défendre leurs intérêts légitimes. Un des résultats qu'il est possible d'atteindre à Seattle est de renforcer et d'améliorer l'assistance technique fournie, en particulier grâce au Cadre intégré pour l'assistance technique liée au commerce en faveur des pays les moins avancés.

Il nous faut établir clairement le lien qui existe entre la demande et l'offre et entre l'accès aux marchés et la capacité de bénéficier de cet accès. Je pense que le Cadre de développement intégré présenté par M. Jim Wolfensohn est un instrument idéal pour intégrer plus étroitement le renforcement des capacités liées au commerce dans le développement et aider à faire en sorte que le commerce contribue au développement humain et à la réduction de la pauvreté. Nous devons considérer l'assistance technique fournie par l'OMC et l'action de la Banque mondiale en faveur du renforcement des capacités comme deux éléments indissociables, comme une stratégie intégrée visant à fournir aux pays en développement les ressources productives dont ils ont besoin pour devenir des partenaires à part entière dans l'économie mondiale.

Les travaux que nous avons entrepris avec la Banque mondiale concernant un nouveau programme coordonné de soutien au commerce et de renforcement des capacités en faveur des pays en développement avancent et je serai en mesure d'annoncer, à Seattle, que ces pays auront le plein appui de l'OMC, de la Banque mondiale et du FMI lorsqu'ils engageront de nouvelles négociations commerciales. Je remercie la Banque et le Fonds d'avoir renouvelé cet engagement lors de réunions tenues récemment. Nous ne sommes pas sans savoir que cela demande de nouvelles ressources. Nul ne souhaite que le programme de travail concernant le commerce concurrence les autres priorités de développement pour ce qui est du financement, mais nous ne pourrions pas avancer à Seattle sans disposer des fonds nécessaires pour mener à bien notre mandat dans le domaine de l'aide au développement.

Je demanderai aux Ministres du commerce, à Seattle, de trouver les fonds dont nous avons besoin pour financer une assistance technique liée au commerce plus efficace en faveur des pays en développement, en particulier afin d'aider ces pays à satisfaire leurs besoins de financement pour assurer la mise en œuvre des obligations qu'ils ont contractées dans le cadre de l'OMC. Il y va de l'intérêt de tous que les accords soient mieux compris et, partant, plus rapidement mis en œuvre.

Un nouveau cycle de négociations est l'occasion d'encourager les pays en développement à poursuivre eux-mêmes les processus d'ouverture et de libéralisation engagés pour assurer leur croissance économique. Cela suppose qu'ils procèdent, avec confiance et rapidement, à une libéralisation plus poussée de leurs régimes de commerce extérieur, corrigent les faiblesses structurelles de leurs économies ainsi que les distorsions de leurs marchés et consolident leurs réformes conformément aux règles de l'OMC. Une bonne gouvernance, susceptible d'être améliorée

par la facilitation des échanges et la transparence des marchés publics, peut également jouer un rôle important dans la création d'un climat favorable à la croissance en rassurant les investisseurs et les contribuables.

Notre tâche, cette année, dans le cadre de l'OMC consiste à assurer le succès de la Conférence de Seattle et à lancer un nouveau cycle de négociations commerciales équilibré. Toutefois, notre objectif n'est pas la libéralisation des échanges pour les échanges, mais l'obtention d'un meilleur niveau de vie pour tous les pays - en développement et développés -, car seul un niveau de vie plus élevé nous permettra d'avoir accès à de meilleurs soins de santé et à une meilleure éducation sanitaire, de faire disparaître totalement la faim, d'avoir un environnement plus sain et de vivre dans un monde plus pacifique et plus juste. Voilà ce qu'est notre objectif commun. Je me réjouis à la perspective de collaborer avec vous. Vous pouvez compter sur mon entière coopération.
